



**CE N'EST PAS LE MEDEF
QUI NOUS GOUVERNERA !**

TOUS EN GRÈVE, LE 6 FÉVRIER !

A la grande joie du MEDEF et de ceux acquis à la cause des politiques d'austérité, tous applaudissent des deux mains « le coming-out libéral » du Président de la République et son pacte de responsabilité.

Ainsi, par le biais de la suppression des cotisations familiales sur la part employeur, 30 milliards d'euros sont de nouveaux versés sans aucune contrepartie.

Avec 100 milliards d'exonération, le patronat assure qu'il pourrait créer un million d'emplois !

Mensonge ! Aujourd'hui, les aides et exonérations en tout genre accordées depuis des années aux entreprises, représentent la bagatelle de 200 milliards. Celles-ci n'ont eu aucun effet sur la courbe du chômage et n'ont nullement endigué le nombre de plans de licenciements effectués ou notifiés (700 depuis 2013) !

Au contraire, par une des législations permettant la signature de contrats sous-payés, elles ont permis de compresser le niveau des rémunérations tout en confisquant les profits !

- ▶ Après le bradage des industries dont la perte d'un emploi direct induit la suppression de 4 emplois indirects, soit depuis l'ouverture du quinquennat l'équivalent d'une ville comme DAX comptant plus de 20 000 habitants ;
- ▶ Après le gel du barème de l'impôt sur le revenu et l'application de différentes mesures frappant de plein fouet les salariés et encourageant les manœuvres patronales et populistes les plus basses pour instrumentaliser « le dit ras le bol fiscal » ;
- ▶ Après l'ANI (Accord National Interpro), le CICE (Crédit Impôt Compétitivité Emploi), la réforme des retraites, le démantèlement des services publics, c'est maintenant au tour de la Sécurité sociale d'être dans le collimateur ;
- ▶ Après des politiques publiques qui n'ont pas diminué le nombre de 8,7 millions de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté, mais qui ont augmenté le patrimoine des 500 familles les plus fortunées de France progressant de 73 milliards d'euros entre 2009 et 2012 !



Montreuil, le 23 janvier 2014

Syndicat national
CGT Finances Publiques

- Case 450
- 263 RUE DE PARIS
- 93514 MONTREUIL CEDEX
- dgfipecgt.fr
- www.financespubliques.cgt.fr
- Tél. : 01 55 82 80 80

**LE MÊME PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, QUI DURANT
SA CAMPAGNE TONITRUAIT QUE L'ENNEMI ÉTAIT LA FINANCE,
DÉCLARE OUVERTEMENT MAINTENANT
LA GUERRE AU MONDE DU TRAVAIL !**

400 MILLIONS D'EUROS

=

LA CREATION DE PLUS DE 13 000 EMPLOIS À LA DGFIP !

Sur la base de la loi de finances, le retour des effectifs au même niveau qu'avant fusion (notamment avec la création immédiate de 12 558 emplois de catégorie C et 749 de catégorie B) ne représenterait qu'un coût annuel d'environ 400 millions d'euros.

Les discours sur la dette et sur le démantèlement des services publics ne passent plus ! La CGT Finances Publiques appelle à l'abandon du pacte de responsabilité. Elle revendique à la DGFIP le financement d'un plan d'urgence pour l'emploi et les rémunérations.

Dans un contexte où la fraude fiscale aurait progressé en 4 ans de 25% (soit 10 milliards), 10% des postes ont été supprimés à la DGFIP. Nul besoin d'argumenter plus loin sur les biens fondés de cette revendication, pour la qualité des missions (contrôle fiscal, de recouvrement, d'assiette, de gestion de la dépense et de service aux collectivités, pour n'en citer que quelques-unes...).

**CONDITIONS DE VIE AU TRAVAIL :
OUVRONS LES NEGOCIATIONS !**

Dans les directions locales, les nombreux témoignages de collègues indiquent une forte dégradation des conditions de vie au travail. La réduction des moyens y est pour beaucoup !

Les tensions sont de plus en plus vives.

Dans beaucoup d'endroits, nous assistons à une montée des écrêtements horaires. Du chef de service à l'agent, les risques psycho-sociaux consignés dans les DUERP et plusieurs indicateurs des tableaux de bord de veille sociale illustrent ce malaise et cette souffrance de plus en plus prégnante dans la vie quotidienne des services.

C'est pourquoi, dans la poursuite des Etats Généraux, la CGT Finances Publiques appelle au lancement d'une campagne axée autour des conditions de vie au travail et à la remontée de cahiers de doléances devant servir de socle à une réelle négociation !

DEFENSE DE NOS GARANTIES STATUTAIRES ET COLLECTIVES !

Toujours dans la même logique d'affaiblissement de la puissance publique et de la République au service des puissances de l'argent, les kyrielles de rapports commandés par les gouvernements successifs pointent tous le statut comme un obstacle !

Ces rapports proposent notamment :

- ✓ d'inscrire l'obligation de mobilité dans le titre 1 de la Fonction publique ;
- ✓ d'harmoniser les régimes indemnitaires pour tirer vers le bas les rémunérations ;
- ✓ de faire disparaître toutes références au grade et au statut pour flexibiliser l'emploi et précariser les carrières.

Le rapport SILICANI et la loi mobilité combattus en 2008 sont remis au goût du jour. Au travers de la MAP et de la démarche stratégique, certaines dispositions sont arbitrairement mises en application :

- ✓ mutualisation des fonctions support au sein des ministères économiques et financiers ;
- ✓ mesures d'accompagnement à la mobilité dans le cadre de restructurations ;
- ✓ harmonisation par le bas des taux de promotions catégorielles.

La CGT Finances Publiques condamne ces mesures et exige :

- ▶ la fin du gel du point d'indice et la revalorisation immédiate de 10% de sa valeur ;
- ▶ la refonte complète des grilles et des carrières ;
- ▶ le respect des doctrines d'emploi et un plan de qualification à la hauteur des technicités et de l'expérience acquises ;
- ▶ un droit à la mobilité choisie avec accompagnement social conséquent.

..... En convergence avec l'ensemble des salariés,

**LA CGT FINANCES PUBLIQUES APPELLE LES AGENTS,
DANS L'UNITÉ LA PLUS LARGE, À MULTIPLIER LES ACTIONS ET INITIATIVES !**